

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-budget-des-Etats-aggrave-la-crise-en-Etats-Unis-29-Etats-dans-le-rouge-en-octobre-41-en-decembre-2008>

# **Le budget des États aggrave la crise en Etats-Unis : 29 Etats dans le rouge en octobre, 41 en décembre 2008.**

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -  
Date de mise en ligne : samedi 13 décembre 2008

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Par Shamus Cooke \*

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) . Canada, Le 8 décembre 2008

Les tragédies sociales ne sont guère reflétées par les statistiques. Une étude récente, réalisée par le *Center on Budget and Policy Priorities*\*, révélait que 41 États seront confrontés en 2009 à de gros déficits budgétaires. Certains États étant plus mal lotis que d'autres, la Californie (31,7 milliards de dollars) et la Floride (5,1 milliards) mènent le bal. En tout, 41 États sont présentement confrontés à 71,9 milliards de déficit budgétaire. « Présentement » est ici le mot clef, car une étude similaire, conduite il y a trois mois par le même organisme, prédisait à ce moment qu'« à peine » 29 États auraient un déficit de « seulement » 48 milliards de dollars. La récession se creusant, le problème financier des États transformera cette « mauvaise passe pécuniaire » en catastrophe humanitaire. La prévision d'un déficit de 200 milliards de dollars a déjà été avancée pour 2010.

Ces déficits sur l'écran de l'ordinateur du statisticien se sont déjà sublimés en vraies souffrances dans les strates sociales les plus vulnérables. Dans des douzaines d'États, aux quatre coins du pays, ont été réduits les services essentiels pour personnes âgées, handicapés, pauvres, et nouveaux chômeurs. Dans les écoles, le nombre d'enseignants est réduit et les frais de scolarité sont en hausse. Les ouvriers des chantiers de construction des États sont mis à pied, alors que les employés des services sociaux subissent le même sort. Tout ce qui ne fait pas de profits ferme ses portes.

Selon toute vraisemblance, ces épreuves ne sont qu'un début. De nombreux États ont une « caisse pour jours pluvieux », servant en quelque sorte à prévoir ce genre de dépression. Ces fonds sont déjà épuisés, ou assurés de se tarir rapidement, du fait des « dures décisions » devant désormais être prises. C'est particulièrement inquiétant si l'on considère que, dans de nombreux cas, les réductions faites par les États lors de la récession de 2001 sont toujours en vigueur. Sans mentionner que les présidents successifs ont réussi l'exploit de piller les programmes sociaux fédéraux. Les nouveaux budgets étatiques exceptionnels, établis pour s'occuper du malaise déficitaire actuel, détruiront essentiellement le réseau de protection sociale de millions de gens, en particulier l'accès aux garderies, les bons alimentaires, les allocations, et les services médicaux de base. Le fait que le budget fédéral soit en situation encore pire, et optera sans doute de suivre une ligne similaire d'énormes réductions, rend la prévision d'un futur fléau social pratiquement assurée.

Les options dont disposent les États pour répondre à la crise budgétaire sont limitées, car il leur est interdit de faire courir les déficits, ils doivent résoudre tout de suite leurs problèmes financiers. Pour l'essentiel, chaque gouvernement étatique réagit pareillement à la crise : compression des services indispensables et hausse des taxes « indirectes » (alcool, cigarettes, essence, etc.) En réalité, les États ayant dépensé leur fonds de réserve n'ont que deux options viables : réduire les dépenses et augmenter les impôts.

Augmenter les impôts va à l'encontre du but recherché pour deux raisons : ça peut créer des troubles sociaux et ça pique dans la poche des gens le pognon qui sans cela permettrait de « perfuser » l'économie en achetant des choses.

Il existe pourtant une catégorie de gens pour qui ça ne s'applique pas : la richissime. En taxant plutôt celle-ci, l'argent ne sera pas ôté de l'économie, puisqu'il dort oisivement en banque (surtout depuis l'arrêt temporaire des jeux de hasard sur le marché boursier). En outre, aucun trouble social n'est à craindre si ce groupe est imposé, puisqu'il concerne une très, très petite, part de la société.

Plutôt qu'opter pour cette solution de bon sens, les États augmentent à la place les taxes sur l'essence, l'alcool, les ventes (TVA), entre autres choses qui entravent le travail et affectent les gens pauvres plus que les riches de

manière disproportionnée, à un moment où la classe ouvrière est déjà aux abois financièrement.

Et malgré tout les États réagissent à la crise d'une autre manière glauque, construisant des prisons et se focalisant sur « la loi et l'ordre. » L'argent dépensé dans la construction de ces prisons servira probablement à héberger beaucoup de gens dont les services sociaux ont été résiliés ces derniers temps.

Le plus inquiétant peut-être à propos de cette crise, c'est qu'elle pourrait ne pas avoir été prévue. Dans une économie de marché, le budget de l'État dépend des revenus générés par « les forces du marché », qui déterminent la capacité des entreprises à vendre leurs produits et à employer des travailleurs. Quand la dépression sévit sur les marchés, quand de plus en plus de biens produits ne peuvent être achetés, la société dans son ensemble est entraînée vers le bas ; un « encombrement » apparaît dans le marché du travail, suivi d'une multitude de licenciements. Les États ne peuvent prévoir leur budget, ni le nombre de services qu'ils devront fournir, ni la quantité de routes qu'ils pourront construire, car le marché est totalement imprévisible. Toute projection faite sur l'avenir par un État se révèle complètement erronée : Au lieu de construire un avenir meilleur, ils détruisent ce qui existait déjà.

La première étape dans la lutte contre cette crise est d'affronter ceux qui profitent le plus de l'aménagement social actuel. Ce n'est pas un hasard si la plupart des entreprises paient beaucoup moins d'impôts que le travailleur moyen, pendant que les riches continuent à voir leurs impôts allégés. En fait, selon une étude récente, deux tiers la totalité des sociétés n'ont payé aucune taxe au cours de l'année écoulée. Ce sont ces mêmes intérêts qui ont déclenché la crise actuelle, non seulement en abaissant le salaire des travailleurs, au point qu'ils ne peuvent plus acheter de marchandises, mais aussi en créant la pyramide de combines qui a créé la crise du logement et en profitant d'elle.

Les immenses bénéfices réalisés par les riches et les sociétés lors du boom précédent doivent être réorientés vers les États et les gouvernements locaux pour payer cette crise. Comme cette solution est une menace envers les dirigeants des entreprises qui contrôlent le gouvernement, elle ne se réalisera pas simplement en la demandant.

Pour ce faire, il y a besoin d'une large coalition de travailleurs et de gens pauvres touchés par la crise actuelle, dirigée par la main-d'oeuvre syndiquée des enseignants, des employés de la santé, et du secteur public, unis autour de la demande de mettre fin au renflouage des compagnies et d'une politique d'impôts progressifs visant à taxer les riches et les gens qui ne travaillent pas. Grâce au grand nombre de gens qu'elle représente, cette coalition, aurait le potentiel de réunir tous les travailleurs, tant du secteur public que privé. Elle aurait donc la force de transformer cette « requête » en exigence : taxer les riches !

**Article original en anglais :** « [Tax the Rich ! State Budget Crisis Deepens : Humanitarian Crisis Emerges](#) », publié le 6 décembre 2008.

**Traduction :** Pétrus Lombard.

\* Pôle administratif sur le budget et les priorités politiques.

\* **Shamus Cooke** est employé aux services sociaux, syndicaliste et écrivain pour Workers Action ([Workers Action](#)).

**On peut lui écrire à l'adresse :** [shamuscook@yahoo.com](mailto:shamuscook@yahoo.com)